

Le taux de fécondité : indice de la santé de la France

Article rédigé par , le 01 février 2017

Une récente étude de l'INED *Population & Société* (Numéro 540, Janvier 2017) « La proportion de femmes sans enfants a-t-elle atteint un pic en Europe ? » révèle un taux de fécondité en forte baisse, avec une moyenne de 1,7 enfant par femme (pour les femmes nées en 1974), moyenne reconnue aujourd'hui comme insuffisante pour le renouvellement de la population en Europe.

La France n'y fait pas figure d'exception, puisqu'elle est passée elle aussi au-dessous du seuil symbolique de 2 (INSEE, *Bilan démographique 2016*), admis comme le seuil de renouvellement.

La CNAFC n'est cependant pas surprise de cette baisse qu'elle annonçait déjà en 2015 puis en 2016 à l'occasion de la publication d'un sondage IFOP.

L'étude de l'INED constate en effet un lien étroit entre le taux de fécondité et « *le marché du travail, avec son lot d'emplois précaires, et les politiques familiales qui ne consacrent finalement que des budgets limités à l'aide des familles, font que la décision de devenir parent reste difficile à prendre à la fois pour les hommes et les femmes. Ensuite, l'augmentation rapide du taux d'activité féminine à temps plein ne s'est pas accompagné du développement de politiques d'offre de gardes d'enfants et de congés parentaux suffisantes pour pouvoir concilier travail et famille* ».

Les réformes gouvernementales successives en matière de politique familiale – deux abaissements du plafond du quotient familial, la fiscalisation des majorations familiales de retraites et la mise sous condition de ressources des allocations familiales – ont indiscutablement un impact direct et menaçant sur l'avenir de la démographie française, dès lors qu'1 Français sur 2 et 62% des parents de deux enfants ou plus y voient un contexte qui découragerait l'accueil d'un nouvel enfant (*Sondage IFOP*, janvier 2016).

Plus largement, les récentes évolutions du congé parental et le nombre toujours très insuffisant de places en crèche rendent encore le contexte moins favorable à la natalité, affectant les finances comme le moral des familles.

Les AFC réaffirment avec force la nécessité d'une politique familiale ambitieuse, distincte de la politique sociale et qui, loin d'être un investissement à perte, sera l'un des moteurs de la reconstruction et de la stabilité humaines et économiques de la France. Elles sont notamment très attentives aux orientations que prendront les candidats à l'élection présidentielle, qu'elles ont déjà interpellés pour la plupart sur cette question cruciale.

Communiqué AFC